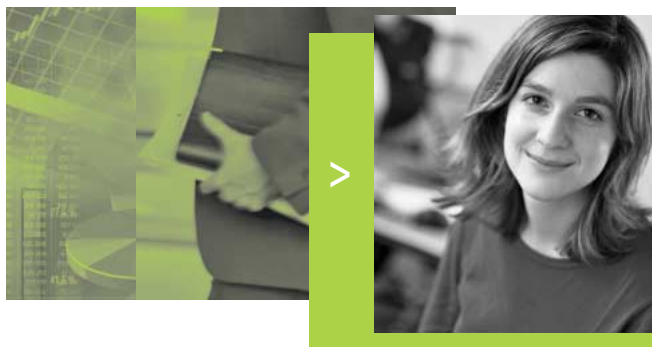




Construisez votre avenir


> Devenez agent de recouvrement du Trésor public

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE



Sommaire

- 2** > Le réseau du Trésor public
- 5** > La carrière d'un agent de recouvrement du Trésor public
- 6** > Après votre réussite au concours
- 7** > Les conditions à remplir pour vous présenter au concours
- 11** > La nature des épreuves du concours
- 14** > Le programme des épreuves
- 17** > Exemples d'épreuves
- 29** > Les pièces constitutives du dossier du candidat



Contribuez à la gestion financière publique
en exerçant des **métiers diversifiés**
au sein d'une **administration dynamique**
présente sur l'ensemble du **territoire**.

Devenez agent de

> Le réseau du Trésor public

Piloté par la Direction générale de la comptabilité publique, le Trésor public est un réseau de 58 000 personnes réparties dans près de 4 000 postes comptables (dont 110 trésoreries générales, 58 recettes des finances, 3 800 trésoreries, 23 postes à l'étranger) et le service de la redevance de l'audio-visuel.



Réseau de proximité placé au cœur des processus financiers publics, le Trésor public assure cinq missions principales pour le compte de l'État, des collectivités et établissements publics locaux, des particuliers et des entreprises :

Il participe au recouvrement des recettes publiques

Le réseau du Trésor public effectue le recouvrement des recettes perçues au profit de l'État et des collectivités et établissements publics locaux.

recouvrement du Trésor public

Il contrôle et exécute les dépenses publiques

Le réseau du Trésor public effectue le contrôle et le paiement des dépenses de l'État.

Il assure parallèlement le contrôle et le paiement de l'intégralité des dépenses des collectivités et établissements publics locaux.

Il exerce également une mission de contrôle externe de l'utilisation des fonds publics (Organismes de Sécurité Sociale, offices d'HLM, associations).

Il produit l'information budgétaire et comptable publique

La Direction générale de la comptabilité publique assure la conception et la modernisation des cadres comptables de l'État, des établissements publics nationaux et des collectivités et établissements publics locaux.

Le Trésor public tient les comptes de l'État et du secteur public local, produit et valorise les restitutions d'informations issues des systèmes budgétaires et comptables publics.

Il offre des prestations d'expertise et de conseil financier

Le réseau du Trésor public assure des prestations d'expertise et de conseil financier auprès des décideurs locaux (Préfets, élus locaux, directeurs d'hôpitaux...) et des entreprises.

Il gère l'épargne et les dépôts de fonds d'intérêt général

Le Trésor public assure une mission de gestion des dépôts de clientèles soumises à l'obligation de déposer leurs fonds au Trésor et de placements de produits d'assurance-vie pour les particuliers.



> La carrière d'un agent de recouvrement du Trésor public

Des métiers diversifiés

La richesse des missions dévolues au réseau du Trésor public vous offre la possibilité d'exercer des tâches très diversifiées, en vous associant à l'exécution du budget de l'État, en travaillant en étroite collaboration avec les élus locaux, ou encore en participant à des prestations d'expertise et de conseil financier aux décideurs locaux ou aux entreprises.

Une carrière d'avenir

Les perspectives d'évolution au sein du réseau du Trésor public sont particulièrement ouvertes. Vous pourrez en effet accéder, par concours ou par promotion interne, aux emplois de contrôleur du Trésor public, puis d'inspecteur du Trésor public.

Pour vous aider à préparer les concours d'accès à ces emplois, vous pourrez bénéficier d'un enseignement par correspondance, dispensé par l'Institut de la Gestion Publique et du Développement Économique du Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, qui pourra être complété par un stage préparatoire au concours.

Des rémunérations intéressantes

Vous percevrez en qualité d'agent de recouvrement une rémunération mensuelle brute de 1 483 euros (*) en tant que stagiaire, puis de 1 523 euros (*) en tant que titulaire.

Sous certaines conditions peuvent s'ajouter des indemnités de stage, éventuellement une indemnité de résidence ou des prestations familiales.

(*) au 1^{er} mars 2002.

> Après votre réussite au concours

Après votre succès au concours, vous bénéficierez d'une formation en alternance. Ainsi, vous effectuerez un stage théorique de sept semaines au sein de l'École Nationale du Trésor public (Établissement de Noisy-le-Grand – Marne-la-Vallée) qui vous professionnalisera sur votre futur métier. Puis vous serez nommé dans votre département d'affectation pour poursuivre votre période de stage pratique.

Votre titularisation en qualité d'agent de recouvrement interviendra à l'issue de cette formation d'une durée totale d'un an.



> Les conditions à remplir pour vous présenter au concours

Les conditions générales d'accès à la fonction publique

Les dispositions du statut général des fonctionnaires définissent les conditions d'accès à la fonction publique, sous réserve de certaines dispositions législatives permettant à des candidats se trouvant dans des situations particulières de bénéficier de dérogations (report de la limite d'âge par exemple).

Les conditions générales d'accès sont les suivantes :

- > posséder la nationalité française ;
- > jouir de ses droits civiques ;
- > ne pas faire l'objet de mentions, portées au bulletin n° 2 du casier judiciaire, incompatibles avec l'exercice des fonctions ;
- > être en situation régulière au regard du code du service national ;
- > être apte physiquement à l'exercice de la fonction.

Les conditions spécifiques au concours d'agent de recouvrement du Trésor public

Être âgé de moins de 45 ans au 1^{er} janvier de l'année du concours

Toutefois, cette limite est reculée cumulativement :

- > en faveur des candidats chargés de famille, d'un an par enfant à charge, ou par enfant élevé pendant neuf ans jusqu'à sa seizième année, ou par personne à charge ouvrant droit aux allocations prévues pour les handicapés ;
- > pour les candidats justifiant de services militaires :
 - dans la limite de cinq années, du temps égal à celui passé effectivement sous les drapeaux en vertu des lois sur le service militaire obligatoire ou d'engagement pour la durée de la guerre ;
 - dans la limite de dix ans, du temps égal à celui passé effectivement sous les drapeaux par les personnes ayant souscrit un engagement ou un réengagement après le 10 juillet 1965 et n'ayant pas accédé à la Fonction Publique par la voie des emplois réservés.
- > pour les candidats ayant eu la qualité de travailleur handicapé, d'une durée égale, dans la limite de cinq ans, à celle des traitements et soins subis.

La limite d'âge de 45 ans n'est pas opposable à certaines catégories de femmes qui souhaitent accéder à la Fonction Publique : aux veuves non remariées, aux femmes divorcées et



non remariées, aux mères de trois enfants et plus, aux femmes séparées judiciairement, et aux femmes et hommes célibataires ayant au moins un enfant à charge, qui se trouvent dans l'obligation de travailler. Il en est de même pour les candidats ayant la qualité de travailleur handicapé.

Être titulaire du Brevet des collèges ou de l'un des diplômes suivants :

- > brevet élémentaire de l'enseignement du premier degré ;
- > première partie du baccalauréat de l'enseignement du second degré ou certificat de probation délivré à la fin de la classe de première des établissements d'enseignement du second degré ;
- > certificat de capacité en droit (premier examen) ;
- > brevet supérieur d'études commerciales (1^{ère} partie) ;
- > brevet d'enseignement commercial (1^{ère} partie ou 1^{er} degré) ;
- > brevet d'enseignement hôtelier (1^{ère} partie ou 1^{er} degré) ;
- > brevet d'enseignement social (1^{ère} partie) ;
- > brevet d'enseignement industriel (examen probatoire) ;
- > brevet d'enseignement agricole ;
- > diplôme de fin d'études des écoles régionales d'agriculture et des écoles d'agriculture ;
- > brevet professionnel de comptable ;
- > brevet professionnel de secrétaire ;
- > brevet professionnel de mécanographe ;
- > brevet professionnel de banque ;
- > certificat d'aptitude professionnelle d'aide comptable ;
- > certificat d'aptitude professionnelle d'employé de bureau ;

- > certificat d'aptitude professionnelle de sténodactylographe ;
- > certificat d'aptitude professionnelle d'employé des services administratifs et commerciaux ;
- > brevet d'études professionnelles ;
- > brevet d'études professionnelles agricoles ;
- > certificat délivré par le Chef d'établissement attestant que le candidat a poursuivi ses études jusqu'à la classe de seconde inclusivement dans un établissement d'enseignement du second degré (enseignement général, technique ou agricole) ;
- > l'un des titres ou diplômes admis pour participer au concours externe de contrôleur du Trésor public ;
- > diplôme ou titre homologué au niveau V et au-dessus dans les groupes 29, 30, 31, 32, 34, 44, 45 (ancienne nomenclature) et 100, 110 à 118, 120 à 128, 130 à 136, 201, 300, 310 à 315, 320, 324 à 326 et 345 (nouvelle nomenclature) en application de la loi du 16 juillet 1971 d'orientation sur l'enseignement technologique ;

Sont dispensés de produire un des titres ou diplômes visés ci-dessus les candidats titulaires d'un titre ou diplôme étranger qui produiront une attestation individuelle délivrée par le président d'une université française en vue de s'inscrire en première année de premier cycle d'études supérieures.

Peuvent faire acte de candidature au concours sans remplir les conditions de diplômes exigées ci-dessus :

- > les mères de famille d'au moins trois enfants en application du décret n° 81-317 du 7 avril 1981 ;
- > les sportifs de haut niveau en application de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984.



> La nature des épreuves du concours

Une épreuve écrite d'admissibilité

La nature de l'épreuve

D'une durée de 1 heure 30 et affectée d'un coefficient 4, cette épreuve consiste à répondre à 4 questionnaires à choix multiple portant sur l'orthographe, les connaissances générales, les mathématiques et la logique.

Les trois premiers questionnaires comportent 14 questions, chacune étant assortie de 4 possibilités de réponse ; le questionnaire de logique est composé de 12 questions avec 5 possibilités de réponse ; une seule des réponses proposées correspond à la réponse exacte.

Les modalités de déroulement de l'épreuve

Cette épreuve est réalisée à l'aide d'un document-réponse unique sur lequel les candidats indiquent, pour chacune des questions, la réponse choisie.

L'usage des calculatrices électroniques est strictement interdit pour cette épreuve.

Une seule réponse par question doit être indiquée.

Les modalités d'appréciation de l'épreuve

Les réponses sont notées comme suit :

- > 1 point pour chaque réponse exacte
- > 0 point pour toute réponse erronée.

Toute question pour laquelle le candidat fournit 2 réponses et plus, même si elles comprennent la réponse exacte, est notée 0.

Par ailleurs, les candidats qui totalisent moins de 30 % de réponses exactes à l'un des questionnaires sont éliminés de plein droit.

Seuls les candidats ayant obtenu un nombre de points fixé par le jury sont admis à se présenter aux épreuves d'admission.



Trois épreuves écrites d'admission

Épreuve n°1

Résumé en 200 à 250 mots d'un texte à caractère général de l'ordre de 900 à 1 000 mots.

DURÉE 2 HEURES - COEFFICIENT 3

NB : tout dépassement du nombre minimum ou maximum de mots autorisés est sanctionné.

Épreuve n°2

A partir d'un texte, réponses à des questions de vocabulaire et/ou de grammaire et de compréhension, suivies d'une rédaction portant sur un thème en rapport avec le texte précité.

DURÉE 1 HEURE 30 - COEFFICIENT 3

Épreuve n°3

Résolution d'un ou plusieurs exercices ou problèmes portant sur le programme de mathématiques et, à partir d'éléments donnés, confection d'un tableau, suivi de questions.

DURÉE 2 HEURES - COEFFICIENT 6

Pour cette épreuve, l'usage de calculatrices électroniques est autorisé.

Le total des points obtenus à l'épreuve d'admissibilité, converti en une note comprise entre 0 et 20, est, après application du coefficient attribué à l'épreuve, ajouté au total des points réunis par le candidat dans les épreuves d'admission.

Les épreuves d'admission sont notées de 0 à 20 ; les candidats obtenant une note inférieure à 5 sur 20 à l'une des épreuves sont éliminés de plein droit.

> Le programme des épreuves

Programme de l'épreuve d'admissibilité

Pour cette épreuve, le programme d'orthographe, de culture générale, et de mathématiques porte sur les matières enseignées dans les classes de premier cycle de l'enseignement secondaire.

Programme de l'épreuve d'admission de mathématiques

1°/ Travaux numériques

Calcul littéral

> Calcul numérique

Opérations sur les nombres entiers et décimaux : addition, soustraction, multiplication, division ; comparaison, réduction.

Opérations sur les nombres relatifs en écriture décimale ou fractionnaire : addition, soustraction, multiplication, division ; simplification et réduction de fractions ; comparaisons ; inégalités, valeur absolue.

Opérations sur les puissances entières d'exposant positif ou négatif.

> Égalités usuelles

$(a + b)^2$; $(a - b)^2$; $(a + b)(a - b)$. Développement des produits issus de ces égalités ; réduction, factorisation.

Calcul sur les radicaux

Opérations sur les racines carrées : puissance d'ordre 2 ou 4 d'un radical ; produit de deux radicaux ; quotient de deux radicaux ; addition et soustraction de radicaux.



Équations et inéquations : systèmes d'équations et d'inéquations

> Équations et inéquations à une ou deux inconnues

Mise en équation d'un problème ou d'une situation tirée de la vie courante.

Résolution algébrique d'équations à une ou deux inconnues. Développement, réduction, factorisation.

Résolution graphique et représentation graphique des solutions d'une équation.

Inéquations simples et simultanées.

Résolution et représentation graphique des solutions d'inéquations.

> Systèmes d'équations et d'inéquations à une, deux ou trois inconnues

Mise en équation ou inéquation de problèmes ou de situations tirées de la vie courante.

Application de la proportionnalité.

Résolution des systèmes d'équations et d'inéquations : méthodes de substitution, de comparaison, d'addition.

Proportionnalités

Rapports et proportions. Partages égaux, proportionnels, inégaux. Règle de trois.

Application et calcul d'un pourcentage, mesure d'une évolution, calcul d'un taux de croissance, calcul d'un prix réduit.

Mise en œuvre de la proportionnalité sur des grandeurs : prix, échelles, vitesse, distance, durée, volumes, poids, densité, longueurs, surfaces ; études de situations tirées de la vie courante.

Mesure des valeurs monétaires : opérations en francs et en devises étrangères. Conversion.

Prix : prix d'achat, prix de vente, prix de revient, réduction, bénéfice et perte.

Calcul d'intérêt simple. Notions d'escompte, d'actions, d'obligations, de rentes.

2°/ Fonctions et éléments de géométrie

Études des fonctions linéaires et fonctions affines

Équation d'une droite sous la forme $y = mx$; $y = mx + p$; $x = p$

Détermination algébrique d'une application affine à partir de deux nombres ou à partir du taux d'accroissement.

Proportionnalité des accroissements.

Détermination graphique d'une application affine.

Éléments de géométrie

Dans un repère orthonormal : repérage d'un point sur un axe, calcul des coordonnées d'un ou plusieurs points, calcul des coordonnées d'un vecteur.

Analyse vectorielle : propriétés ; translation de vecteurs ; somme de vecteurs, égalités de vecteurs. Construction d'axes et de figures issus de la somme des vecteurs : symétrie orthogonale, symétrie centrale, quadrilatères.

Distance de deux points en repère orthonormal.

Équation d'une droite définie par deux points ; coefficient directeur, droites parallèles, droites perpendiculaires.

Représentation graphique d'une ou plusieurs droites de type $y = ax + b$.

3°/ Statistiques - gestion et exploitation de données chiffrées

Exploitation de données statistiques : calcul de fréquences, moyennes, moyennes pondérées, médiane, évolutions exprimées en pourcentage, indices.

Description et traduction des résultats sous forme de tableau.

Analyse et commentaire des résultats.



> Exemples d'épreuves

Épreuve d'admissibilité

Questionnaire à choix multiple (54 questions)

DURÉE 1 HEURE TRENTE - **COEFFICIENT** 4

1 > Exemples de questions d'orthographe

Quatre possibilités de réponse par question, une seule des possibilités correspondant à la réponse exacte.

- > Quelle est la forme verbale correctement orthographiée, adaptée à la phrase suivante :

"Je cette réunion ce soir, en vous présentant le bilan ;"

- A. Conclurais
 - B. Concluerais
 - C. Conclurai
 - D. Concluerai
- > Une seule série de mots ne comporte aucune faute d'orthographe. Laquelle ?
- A. Orifère, orfèvre, orfèverie
 - B. Substance, substantialisme, substanciel
 - C. Exigeance, exiger, exigibilité
 - D. Monétaire, démonétisé, monnayer

2 > Exemples de questions de connaissances générales

Quatre possibilités de réponse par question, une seule des possibilités correspondant à la réponse exacte.

- > Le mot "ARGON" désigne :
- A. un gaz
 - B. la 12^e lettre de l'alphabet grec
 - C. un fleuve d'Afrique de l'Ouest
 - D. un personnage d'une comédie de Molière

> L'Édit de Nantes a été révoqué par Louis XIV en :

- A. 1598
- B. 1653
- B. 1685
- D. 1710

3 > Exemples de questions de mathématiques

Quatre possibilités de réponse par question, une seule des possibilités correspondant à la réponse exacte.

> Pour poser une clôture autour d'un terrain carré de 100 m de côté, on place des piquets tous les 5 mètres. Combien faudra-t-il de piquets ?

- A. 76
- B. 79
- C. 80
- D. 81

> Quelle somme percevra un commerçant qui présente à l'escompte une créance de 150 euros, 2 mois avant son échéance, sachant que le taux d'escompte pratiqué par la banque est de 8 % ?

- A. 132 euros
- B. 148 euros
- C. 152 euros
- D. 162 euros

> Quel est le plus petit commun multiple des nombres 12, 15, 18, 24, 90 ?

- A. 3
- B. 12
- C. 180
- D. 360



4 > Exemples de questions de logique

Cinq possibilités de réponse par question, une seule des possibilités correspondant à la réponse exacte.

> Quel nombre complète la série suivante ?

77 ; 94 ; 111 ; 128 ; ?

- A. 141
- B. 145
- C. 137
- D. 97
- E. 154

> Quel est le chiffre manquant ?

13	14
2	12

4	12
5	8

16	33
3	15

?	10
4	18

- A. 6
- B. 7
- C. 8
- D. 9
- E. 10

Épreuves d'admission

Épreuve n° 1

DURÉE 2 HEURES - COEFFICIENT 3

Résumé en 200 à 250 mots d'un texte de caractère général de l'ordre de 900 à 1 000 mots.

Remarques :

Le texte proposé n'est pas à commenter. Il doit être simplement résumé en 200 à 250 mots (y compris articles et pronoms). Tout dépassement est sanctionné.

Les candidats doivent mettre en évidence les idées les plus importantes du texte et leur enchaînement dans un style personnel, et dans une forme correcte.

Exemple :

Ils ne résistent pas à l'huile d'olive

Les chefs exploitent toute la palette d'arômes qu'offrent les différents crus.

Thucydide affirme que les peuples de la Méditerranée ne sont sortis de la barbarie que lorsqu'ils ont appris à cultiver la vigne et l'olivier. De là à attribuer aux colons grecs d'Asie Mineure la plantation de l'olivier en Provence, il n'y avait qu'un pas. Or l'étude des pollens, la palynologie, science annexe de l'archéologie, nous apprend que la présence d'oliviers en France date de près de 10 000 ans dans le massif de la Sainte-Baume près de Marseille et sur les falaises calcaires de Tautavel en Languedoc-Roussillon. Cette ancienneté explique peut-être pourquoi, avant de servir d'assaisonnement pour la salade, l'huile d'olive fut, si l'on ose dire, employée à toutes les sauces, onction royale à Reims, consécration des prêtres et des évêques, baptême des nouveau-nés, extrême-onction pour les mourants.

Jusqu'à la fin du XIX^e siècle la production d'huile d'olive française couvre la demande. Il est vrai qu'à l'époque on considérait au nord de la Loire qu'il ne pouvait exister d'autre cuisine qu'au beurre. C'est au cours des années 1920 que s'amorce un changement d'attitude à l'égard de l'huile d'olive. Un humoriste affirme qu'elle est "meilleure dans la salade que l'huile lourde de houille". Le Front populaire fera le reste en favorisant la découverte de la cuisine du soleil par les congés payés.

Cette appropriation ne se fait pas sans susciter quelques manifestations de xénophobie culinaire. Dans un texte à la gloire de l'huile d'olive, Frédéric Mistral écrit : "Ceux qui ne l'aiment pas (...) ne viendront pas baguenauder à notre entour. Nous resterons en famille." Maurice Brun, Aux Mets de Provence à Marseille, ne pensait pas autrement, qui imposait une durée de deux heures pour la dégustation de son immuable menu débutant par une cuillère d'huile l'olive gelée pour tapisser l'estomac. "Chasser les réfractaires, les indignes, ça a été mon grand plaisir", avouait-il à la fin de sa vie.

Mais la résistible ascension de l'huile d'olive fut brutalement interrompue par le gel des oliviers en avril 1956 : "Jusque-là, ils avaient été grecs. Brusquement, ils s'étaient dépayés jusqu'à la brutalité et la sauvagerie des totems", dit Giono. Mais "l'arbre invaincu qui renaît à lui-même", comme le définit Sophocle, a su retrouver sa place au pied des massifs de calcaire cristallin de Nice à Perpignan.



Rares sont les chefs, aujourd'hui, qui n'exploitent pas les bienfaits de l'huile d'olive depuis la consécration du régime crétois. Le Breton Alain Passard à l'Arpège a longtemps résisté avec ses petits chipirons au beurre salé avant de céder aux délices de l'huile d'olive et maintenant de l'huile d'argan.

Jean-Yves Bath, cuisinier auvergnat de Paris, aurait pu défendre les couleurs de l'huile de noix. Mais non, un chou-fleur écrasé à l'huile d'olive accompagne les saint-jacques rôties et la toute simple salade de homard est assaisonnée d'une huile florale qui en rehausse la saveur. Car l'huile d'olive offre une large palette d'arômes selon les crus et les variétés des olives utilisées. La France, qui ne produit plus guère que 4 000 tonnes d'huile d'olive, moins de 5 % de sa consommation annuelle - elle a triplé en dix ans - privilégie la qualité en encourageant la politique d'appellation d'origine contrôlée : huile d'olive de Nyons, de la vallée des Baux, du pays d'Aix et des Alpes-de-Haute-Provence.

Au Château Virant, Sylvie Cheylan s'emploie à valoriser les 20 hectares de sa production en AOC. Elle est d'ailleurs classée en tête de la dégustation comparative réalisée par le mensuel *Que Choisir ?* pour son numéro de mai. Valérie et Rémy Reboul-Schneider, au Château d'Estoublon, disposent d'un magnifique domaine de 6 700 pieds sur le flanc sud des Alpilles, où l'on cultive picholines, salonenques, grossanes et béruguettes, les quatre variétés constitutives de l'AOC de la vallée des Baux. C'est un produit aux reflets d'or nuancé de vert, qui selon les récoltes développe des notes végétales d'herbe fraîche et de foin coupé. En bouche son attaque est souple, mais évolue vers une finale longue et ardente, qui exprime parfois des arômes d'amande fraîche et de poivrade.

Certains négociants ont développé d'autres stratégies, comme Olivier Baussan (Olivier & Co), classé ex æquo avec Château Virant par *Que Choisir ?*, qui opère une sélection rigoureuse de la production mondiale. C'est Éric Verdier, spécialiste français goûteur d'huile d'olive, qui procède à la sélection. Les choix de la campagne 2001-2002 se sont portés sur des huiles italiennes (Toscane, Campanie, Sicile, Pouilles, Sardaigne), du Rio Negro (Uruguay), d'Espagne (Andalousie) et de France : Corse, Haute-Provence, pays d'Aix, Nyons, et Languedoc (Château de Montfrin).

La nouveauté, chez Olivier & Co, outre la mention des variétés d'olives sur l'étiquette, est un classement entre trois gammes aromatiques : les huiles florales et

leur note fraîche d'amande, de fleurs et d'agrumes ; les huiles herbacées qui développent des arômes d'herbe fraîche, d'artichaut, de laurier ou de pomme verte et enfin les huiles épicées aux notes de poivre, de fruits secs et d'épices. Sur chaque conditionnement figure aussi une note de dégustation et un judicieux conseil d'utilisation.

A Nîmes, qui se prépare déjà à la FERIA de la Pentecôte, on fêtera auparavant le Printemps de l'olivier (26, 27 et 28 avril) à l'occasion des 4^e Journées méditerranéennes de l'olivier, une manifestation internationale associant, dans les jardins de la Fontaine, public et producteurs, avec animations - grand aïoli populaire - et cycle de conférences au Carré d'art. Pierre Infante, le chef de Pétrus, et les cuisiniers nîmois se préparent à l'événement en astiquant pilons, mortiers et poêlons, les ustensiles indispensables à la préparation de la brandade nîmoise, savoureuse émulsion de morue, de lait et d'huile d'olive.

Jean-Claude Ribaut (Le Monde – 24 avril 2002)

Épreuve n° 2

DURÉE 1 HEURE 30 - COEFFICIENT 3

A partir d'un texte, réponses à des questions de vocabulaire et/ou de grammaire et de compréhension suivies d'une rédaction portant sur un thème en rapport avec le texte précité.

Aller-retour en classe éthique

L'été arrive. Trek au Népal, croisière sur le Nil, farniente à Djerba... Au fait, l'agence qui vous a vendu le voyage de vos rêves vous a-t-elle garanti que les porteurs étaient convenablement vêtus pour affronter les froids himalayens ? Que les conditions de travail des femmes de chambre étaient acceptables ? Que les milliers de mètres cubes d'eau pour remplir les piscines ne manquent pas aux villages voisins ? Que votre argent n'alimente pas les caisses d'un État qui réprime les droits de l'homme ? Les voyageurs à même de répondre ne sont pas nombreux mais, montrés du doigt en raison des effets pervers de leur activité croissante dans les pays du Sud, beaucoup ont signé (tel Accor, Fram, Havas et autres Selectours) la charte d'éthique du tourisme, créée en 2000 à l'initiative du gouvernement.



Certes, l'Europe draine 60 % du tourisme international, qui représentera cette année plus de 700 millions d'arrivées au total. Mais c'est en Asie de l'Est et du Sud, dans le Pacifique et, dans une moindre mesure, en Afrique que l'augmentation de cet énorme marché - 797 milliards d'euros en 2000 - est la plus rapide. Et pour les États du Sud, l'argent du tourisme reste très précieux, bien qu'il soit souvent capté par des entreprises étrangères. En Thaïlande, 30 % seulement de cette manne reste dans le pays. Au Belize, à deux heures d'avion de la Floride, 90 % des installations côtières sont aux mains de chaînes américaines.

Aux faibles retombées économiques s'ajoutent des drames sociaux et écologiques. Le développement des infrastructures reste trop souvent synonyme d'expulsions ou de privation d'accès aux ressources naturelles... Au Népal, le chauffage d'un hôtel pour trekkers représente l'abattage d'un hectare de forêt par an, quand le pays souffre déjà de déforestation rapide... Un parcours de golf dans un pays tropical consomme autant d'eau que 60 000 habitants en zone rurale.

Les vacances des uns continuent à faire le malheur des hôtes. "Lorsque nous avons lancé notre charte éthique du voyageur, en 1997, en collaboration avec Lonely Planet, nous faisions en France figure de pionniers", note Christophe Laservoisier, créateur d'Atalante, une petite agence de voyages d'aventure, très scrupuleuse sur l'impact écologique de son activité ou sur les conditions de travail des employés. "Aujourd'hui, tout le monde donne dans le solidaire, l'éthique ou le durable, mais il y a à boire et à manger. Ces concepts font l'objet d'une surexploitation commerciale".

Olivier Hillel, responsable du tourisme au Programme des Nations Unies pour l'environnement, reconnaît le phénomène du "greenwashing", le toilettage écologique de projets purement commerciaux, et invite les Organisations Non Gouvernementales (ONG) à faire entendre leur voix. Mais, ajoute-t-il, "les gouvernements disposent de moins en moins de ressources pour la conservation des espaces naturels, et l'éco-tourisme, qui représente quelque 4 % du marché, peut leur fournir des moyens importants".

Alors, que faire ? D'abord, inciter les agences de voyage à adopter la charte Tourisme et éthique... et à en appliquer les principes. Ce qui implique de se soumettre à un contrôle indépendant encore à inventer.

Le voyageur peut prendre la carte créée par l'ONG *Tourism for Development* (TFD). En la présentant aux voyagistes, hôtels ou compagnies aériennes qui la reconnaissent, il les conduit à reverser 1 % de la facture au profit du financement de petits projets de développement là où ils sont implantés... Enfin, associations et petits voyagistes sont désormais nombreux à proposer des formules qui allient rencontre avec l'habitant, respect de l'environnement et développement.

Alternatives Internationales (Mai - Juin 2002)

1 > Questions sur le texte

1) Expliquer les expressions suivantes

- > privation d'accès aux ressources naturelles
- > effets pervers de leur activité

2) Donner deux synonymes de

- > charte
- > développement

3) Mettre la phrase suivante au passé simple de l'indicatif :

"Lorsque nous avons lancé notre charte éthique du voyageur, en 1997, en collaboration avec Lonely Planet, nous faisons en France figure de pionniers".

4) Donner trois mots de la famille de : "gouvernement".

5) Expliquer les mots suivants

- > manne
- > éthique

2 > Rédaction

En quoi le tourisme est-il un vecteur d'amitié entre les peuples ?



Épreuve n° 3

DURÉE 2 HEURES - COEFFICIENT 6

Résolution d'un ou de plusieurs exercices ou problèmes de mathématiques et, à partir d'éléments donnés, confection d'un tableau, suivi de questions.

Les quatre exercices et le tableau sont à traiter ; les candidats devront justifier leurs résultats et indiquer leurs calculs pour y parvenir.

Exercice n° 1

Simplifier l'écriture des nombres suivants :

$$A = 7\sqrt{10} \sqrt{\frac{12}{5}}$$

$$B = \sqrt{63} - 7\sqrt{3} + \sqrt{147} - \frac{21}{\sqrt{7}}$$

Exercice n° 2

Soit P le poids d'une personne en kilos (kg) et T sa taille en mètres (m).

Le nombre $I = P / T^2$ est appelé indice de corpulence.

Si l'indice de corpulence d'une personne est compris entre 25 et 30, cette personne est considérée comme étant en surcharge de poids. Si le nombre I est supérieur à 30, elle est considérée comme obèse.

- 1) Philippe pèse 80 kg et mesure 1 m 82. Calculer son indice de corpulence.
- 2) Paul est en surcharge de poids et mesure 1 m 70. Donner un encadrement de son poids.
- 3) Martine a un indice de corpulence de 35. Sachant qu'elle mesure 1 m 55, combien doit-elle perdre de poids pour obtenir un indice de 25 ? (Résultat à arrondir au kilogramme le plus proche).

Exercice n° 3

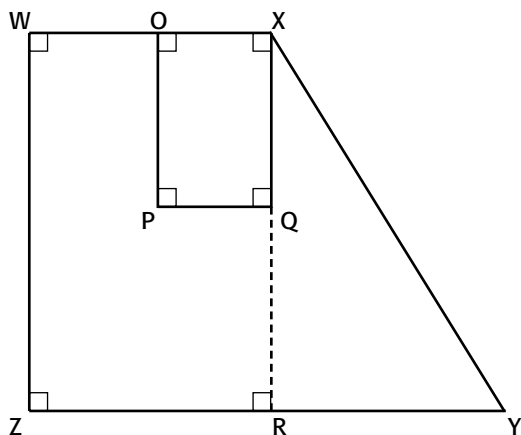
Un viticulteur place sa récolte dans 20 cuves cylindriques de 2 mètres de haut pour 1 mètre de diamètre.

Son vin sera vendu après un vieillissement de 5 ans en cuves. Le prix actuel de 8 € le litre progressera dans l'intervalle de 5 % par an.

Sachant qu'à l'issue des 5 années, un phénomène naturel d'évaporation aura réduit de 20 % le volume présent dans les cuves, quel sera le produit de la vente de la récolte ?

(On considère que $\pi = 3,14$).

Exercice n° 4



Alex possède le terrain WXYZ et veut faire construire sur ce terrain une maison XOPQ comme indiqué sur la figure ci-dessus.

WXYZ est un trapèze. XOPQ est un rectangle. L'unité de longueur est le mètre.

On donne : $WX = 15$; $WZ = 20$; $ZY = 25$; $WO = 7$.

1) Montrer que l'aire du terrain est 400 m^2 .

2) On pose $QR = x$.

a - Exprimer XQ en fonction de x .

b - Exprimer l'aire de la maison en fonction de x .



3) Dans un repère orthogonal, on choisit les unités graphiques suivantes :

sur l'axe des abscisses, 1 cm représente 1 m ;

sur l'axe des ordonnées, 1 cm représente 10 m².

Tracer la droite d'équation : $y = 160 - 8x$.

4) Utiliser le graphique pour répondre aux questions suivantes

(on fera apparaître les constructions utiles) :

a - Quelle est l'aire de la maison lorsque $x = 5$?

b - Pour quelle valeur de x l'aire de la maison est-elle 100 m² ?

c - Quelles sont les valeurs de x pour lesquelles on a $160 - 8x \geq 60$?

(on rappelle que : $x \geq 0$)

5) Déterminer par le calcul les valeurs de x pour lesquelles : $\frac{160 - 8x}{400} \leq 0,3$

Tableau

Un éditeur de magazines mensuels souhaite procéder à l'analyse des ventes de ses trois principaux titres. Il dispose pour cela des données figurant dans le tableau ci-après :

Moyenne mensuelle des ventes

ANNÉES	TITRE A		TITRE B		TITRE C	
	Nombre d'exemplaires vendus		Nombre d'exemplaires vendus		Nombre d'exemplaires vendus	
	Au numéro 3 € l'unité	Par abonnement 2 € l'unité	Au numéro 3,5 € l'unité	Par abonnement 2,5 € l'unité	Au numéro 2,5 € l'unité	Par abonnement 1,5 € l'unité
1997	318 000	102 000	217 500	98 000	156 000	64 000
1998	297 000	95 000	219 000	99 000	159 000	64 500
1999	285 000	88 500	231 000	102 000	171 000	68 000
2000	301 000	91 000	225 000	101 000	153 000	59 000
2001	308 000	98 000	215 000	93 000	125 000	43 000

1) A partir des renseignements fournis, il vous est demandé de présenter sous forme de tableau numérique l'analyse des ventes des magazines, au travers des points suivants :

- a) la recette totale en euros, dégagée par la vente de l'ensemble des magazines, par année, et son évolution en pourcentage par rapport à l'année précédente, sachant que les ventes se sont élevées en 1996 à 32 106 000 euros ;
- b) le nombre de revues vendues par année et son évolution en pourcentage par rapport à l'année précédente, sachant que 11 735 000 exemplaires ont été vendus en 1996 ;
- c) la part respective, par année, des ventes des titres A, B et C dans la recette totale, en pourcentage.

Les pourcentages seront exprimés deux chiffres après la virgule ; le total des pourcentages sera égal à 100.

2) Analyser les ventes de magazines de cet éditeur à partir des questions suivantes :

- a) porter une appréciation sur l'évolution des ventes des titres A, B et C ;
 - b) quel titre a connu la plus forte diminution du nombre de ses ventes par abonnement, entre les années 1999/2000 et 2000/2001 ? Préciser le pourcentage de baisse et l'année concernée ;
 - c) indiquer quel aurait été le produit total, de 1997 à 2001, de la vente du titre C par abonnement si ce dernier avait été porté à 1,70 euros par numéro ?
 - d) la chute des ventes du magazine C à partir de l'année 2000 est essentiellement due à l'arrivée sur le marché d'un titre concurrent. L'éditeur souhaite savoir quelle aurait été la conséquence sur le montant des recettes de 2000 et 2001 de la création d'un magazine D dans son entreprise. Il estime pour cela que:
 - les ventes du titre C auraient chuté en 2000 et 2001 de 15 % ;
 - il aurait vendu en contrepartie en 2000 :
12 700 titres D au numéro par mois,
4 000 titres D par abonnement par mois
et en 2001 :
20 000 titres D au numéro par mois,
7 000 titres D par abonnement par mois,
au prix de 3,2 euros au numéro et 2,6 euros par abonnement.
- Ce choix aurait-il été judicieux ? Justifier votre réponse.



> Les pièces constitutives du dossier du candidat

Lors de l'inscription

Il suffit de retirer auprès de la trésorerie générale du domicile, située au chef-lieu du département, un dossier à renvoyer à la même adresse dûment complété et signé.

Si le candidat sollicite un recul de la limite d'âge ou une dispense de diplôme, une ou plusieurs pièces, selon les cas, justifiant le bien-fondé de la demande, devront être fournies.

Si le candidat est handicapé physique, il devra fournir une copie de la décision de la Cotorep reconnaissant sa qualité de travailleur handicapé et son aptitude à exercer les fonctions d'agent de recouvrement du Trésor public.

De plus, s'il souhaite bénéficier d'aménagement des conditions de passage des épreuves du concours (matériel particulier ou majoration d'un tiers de la durée réglementaire impartie par épreuve), une demande écrite précisant les mesures particulières nécessaires accompagnée d'un certificat médical définissant le handicap devront être produits dès l'inscription pour être soumis à l'approbation du médecin conseil du Ministère.

Après votre succès au concours

Vous devrez fournir les pièces suivantes :

- > une copie du titre ou diplôme exigé pour concourir
- > une copie recto-verso lisible d'une pièce d'identité en cours de validité justifiant de la nationalité française
- > une copie d'une pièce justifiant la situation au regard du service national (état signalétique et des services militaires ou attestation d'exemption ou certificat individuel de participation à l'appel de préparation à la défense).

Par ailleurs, préalablement à votre nomination, votre aptitude physique pour l'exercice de la fonction sera appréciée par un médecin généraliste ou spécialiste agréé qui vous délivrera un certificat à produire à l'administration.

Pour tous renseignements complémentaires

Connectez vous sur le site internet du Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, à l'adresse suivante :

www.minefi.gouv.fr – Infos pratiques – Métiers / Concours.

ou

Composez sur minitel le code 3616 TRESOR (0,15 euros TTC la minute au 01/01/2002)

ou

Adressez vous :

> **dans les départements**, y compris ceux d'Ile-de-France, à l'exception de Paris :
à la trésorerie générale, aux recettes des finances et aux trésoreries

> **à Paris :**

- à la recette générale des finances 94, rue Réaumur 75104 Paris cedex 02
- à la paierie générale du trésor 16-18, rue Notre Dame des Victoires 75097 Paris Cedex 02
- aux trésoreries situées à Paris.

ou

Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie
Direction générale de la comptabilité publique
Bureau 2D – Télédoc 322
6, Rue Louise Weiss 75703 Paris cedex 13

> Devenez agent de recouvrement du Trésor public



Notes

